

G L O B E

Revue internationale d'études québécoises

APPEL DE TEXTES

LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES AU QUÉBEC : CONFLITS ET REPRÉSENTATIONS

Dès la fin du XIX^e et le début du XX^e siècles, les questions énergétiques occupent une place privilégiée dans les préoccupations des responsables politiques québécois. Avec la création d'Hydro-Québec à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'hydroélectricité confirme son rôle de premier plan dans l'industrialisation de la Belle province. Plus tard, aux lendemains immédiats de la Révolution tranquille, l'État québécois se penche sur la place que devrait prendre non seulement l'énergie hydroélectrique, mais aussi l'énergie nucléaire, le gaz naturel, le pétrole et les sources d'énergies dites « nouvelles » ou alternatives – solaire, éolienne, etc. À partir de ce moment, les réflexions sur l'énergie et, surtout, la rédaction de la première véritable politique énergétique (1978) reconnaissent au secteur de l'énergie un rôle moteur dans la politique économique du Québec. En raison de son association plus ou moins étroite avec l'économie, l'environnement, la technologie et l'aménagement du territoire, l'élaboration des politiques énergétiques et les choix qui en découlent suscitent alors de nombreux débats et conflits d'intérêts. Ces luttes trouvent écho à un moment ou à un autre dans l'enceinte de l'Assemblée nationale du Québec, dans les sujets débattus en commissions parlementaires ou encore dans les prises de position exprimées lors des audiences publiques d'organismes étatiques, tels que la Régie de l'énergie ou le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Pourtant centrales dans la vie politique, économique, sociale et culturelle du Québec, les questions énergétiques ont rarement fait l'objet d'études tenant compte de l'histoire de leurs caractéristiques et, surtout, de leurs transformations. Mis à part certains travaux isolés portant sur l'histoire d'Hydro-Québec (André Bolduc et *al.*, 1989 ; Yves Bélanger et Robert Comeau, 1995 ; Alain Chanlat, 1984), sur le poids symbolique accordé aux discours promotionnels d'Hydro-Québec (Dominique Perron, 2006) et sur les représentations de l'eau et du territoire nordique dans les discours des Cris et des responsables politiques québécois (Caroline Desbiens, 2004 et 2006), aucune réflexion de synthèse n'a été entreprise pour analyser l'histoire des questions énergétiques au Québec en fonction des conflits socio-politiques survenus au fil du temps. Ainsi, comme l'ont montré certaines réflexions en histoire américaine (William Harvard, 1983 ; David Nye, 1997 et 2003 ; Thomas Hughes, 1983), derrière les prises de position à l'égard des choix énergétiques, les responsables politiques et les autres acteurs sociopolitiques évoquent régulièrement des représentations symboliques et identitaires pour justifier leurs interventions. Ici, les conflits entre les orientations préconisées et les représentations

véhiculées deviennent des objets d'études privilégiés pour le chercheur qui s'attarde à comprendre la société québécoise et ses relations à l'égard de la nature et de l'environnement, de la « modernité » technologique et économique, de l'*Autre* autochtone, etc.

Ce numéro thématique portera sur la place occupée par les enjeux énergétiques dans le Québec du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle. Plus particulièrement, il encouragera les réflexions interdisciplinaires qui mettent l'accent sur les conflits sociopolitiques entourant ces enjeux énergétiques. Ces conflits peuvent jouer sur deux ordres de signification. D'un côté, les analyses pourront traiter des choix politiques effectués afin de favoriser ou de discréditer les différentes sources d'énergie – hydroélectricité, nucléaire, gaz naturel, pétrole, énergie éolienne, énergie solaire, etc. –, contribuant ainsi à comparer les valeurs liées à chacun de ces choix. De l'autre, les contributions pourront également mettre ces orientations énergétiques en relation avec les luttes de représentations symboliques et identitaires véhiculées par les responsables politiques et les autres acteurs sociopolitiques – environnementalistes, Autochtones, éditorialistes, regroupements de citoyens, etc. – qui interviennent dans la sphère publique, politique et médiatique au sujet des questions énergétiques.

Dirigé par Stéphane Savard (U. Laval) et Martin Pâquet (U. Laval), ce numéro thématique accueillera des articles d'une longueur de 12 à 20 pages. Accompagnés d'un résumé de cent (100) mots, les textes seront acheminés à *Globe. Revue internationale d'études québécoises* par voie électronique (revueglobe@uqam.ca) avant le 31 janvier 2010. Les articles seront soumis au processus habituel d'évaluation scientifique par les pairs.